

La Chine et les BRICS : de l'optimisme au réalisme !

**KHALID
ADNANE**

ANALYSE

Collaboration spéciale



La scène se passait en juillet 2015 à Shanghai, une dizaine de jours après le 7^e Sommet annuel du groupe des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud). Ces puissances émergentes inauguraient la Nouvelle banque de développement, une institution dotée d'un capital de réserve évalué à 100 milliards de dollars et devant représenter une alternative nouvelle aux institutions financières hégémoniques occidentales, comme le Fonds monétaire international (FMI).

Ce moment d'euphorie était pleinement justifié. Il témoignait de la fulgurante ascension économique de ces pays depuis les deux dernières décennies. Il venait aussi conforter les analystes qui prédisaient leur hégémonie imminente, notamment par rapport aux puissances occidentales

établies, comme les États-Unis ou l'Union européenne.

En effet, les BRICS occupent une place de plus en plus prépondérante sur l'échiquier économique international. À titre d'exemple, depuis 1993, leur part de la richesse mondiale a presque doublé, passant de 15 à 28 %, alors que celle des pays du G7 passait de 51 à 37 %. Pendant la même période, les États-Unis ont vu leur part régresser (de 23 à 18 %) alors que celle de l'Inde a doublé (de 3 à 6 %) et celle de la Chine a plus que triplé (de 5 à 16 %). Enfin, durant les dernières années, le Brésil s'est hissé à la 7^e place dans le classement économique mondial, pendant que la Chine a accaparé le deuxième rang, tout juste derrière les États-Unis (Source : FMI 2015).

Mais s'il y a quelque chose que les dernières années, et particulièrement l'année qui vient

de s'achever, ont démontré, c'est que derrière cette spectaculaire ascension et l'euphorie qui l'accompagnait, se cachaient quelques faiblesses, souvent plus structurelles que conjoncturelles, et surtout, propres à chaque pays (à part l'Afrique du Sud, un joueur relativement marginal du groupe).

PÉTROLE RUSSE

Dans le cas de la Russie, sans sous-estimer le conflit avec l'Ukraine et les sanctions économiques des pays occidentaux qui y sont associés, c'est la chute dramatique du prix du pétrole qui a démontré de façon éloquente la fragilité de son économie. À l'image de certains pays monoproducteurs du Sud, elle était devenue tellement dépendante d'une seule ressource que les combustibles représentent à présent plus de 63 % de l'ensemble de ses exportations de marchandises (Source : OMC 2015).

Du côté de l'Inde, les infrastructures notamment en matière énergétique (comme l'électricité) ne réussissent pas à suivre le rythme du développement économique. D'ailleurs, malgré les avancées des dernières années, le pays

reste confiné au secteur des services et sa part des exportations mondiales de marchandises demeure très faible : à peine 1,69 %, comparativement à 7,93 % pour l'Allemagne et à 12,33 % pour la Chine (Source : OMC 2015).

Quant au Brésil, en plus d'être en récession (laquelle risque de se prolonger), il est aux prises avec des tensions sociales, sa classe politique est éclaboussée par de graves scandales de corruption et sa cote de crédit est en dégringolade, comme en témoignent les taux d'intérêt exigés sur ses obligations par les investisseurs. Si bien que le magazine britannique *The Economist*, dans sa dernière livraison, prévoit que cette décennie sera qualifiée littéralement de « décennie perdue » pour la 7^e économie mondiale si la tendance de morosité économique qui assaille le pays devait se maintenir.

LE GROS JOUEUR

Enfin, la Chine, le gros joueur du groupe, traverse sans aucun doute, sur le plan économique, sa période la plus tumultueuse des deux dernières décennies. Habitué à des taux de croissance économique dans la dizaine et à un

marché mondial qui représente une sorte de déversoir pour ses produits, le pays doit réduire sa dépendance envers les marchés extérieurs et développer son propre marché intérieur. Il doit aussi apprendre à vivre avec des niveaux de croissance plus modestes et surtout, apprivoiser les côtés sombres du capitalisme financier.

Les turbulences boursières que le pays a vécues l'été dernier et qui ont repris de plus belle depuis quelques jours, forçant même la suspension des opérations dans ses principales places boursières, sont assez significatives à cet égard.

En ce sens, la prudence est de mise lorsqu'il s'agit de faire des prévisions sur de longues périodes. Cet exercice est rendu d'autant plus hasardeux aujourd'hui, car le paysage économique, dans un marché mondialisé très interconnecté et de plus en plus interdépendant, peut varier très rapidement.

Si en politique l'adage veut que « six mois soit une éternité », imaginez donc en économie!

Khalid Adnane est économiste à l'École de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke.

CARREFOUR DES LECTEURS

Pour une transition énergétique structurante

Le Québec est actuellement confronté à une série de défis qui nous impactent tous: ralentissement économique, balance commerciale négative, réduction de la marge de manœuvre gouvernementale, dévitalisation de certaines régions et événements climatiques extrêmes. La solution magique n'existe pas, mais certaines orientations gouvernementales pourraient changer la donne, à commencer par la politique énergétique à venir.

Omniprésente dans nos vies, l'énergie est un déterminant du niveau de bien-être à l'échelle planétaire. L'accès à des sources d'énergies vertes l'est encore plus quand on entre dans l'équation la qualité de l'air et son impact sur la santé des populations. À ce jour, seulement 44% de l'énergie que nous consommons est de sources renouvelables. Compte tenu de notre immense potentiel, le Québec peut toutefois faire beaucoup plus par le biais de politiques structurantes.

Le nouvel objectif gouvernemental de réduction des gaz à effet de serre (GES), visant une réduction

de 37,5% par rapport à 1990, et la prochaine politique énergétique sont des moyens par lesquels le Québec pourra moderniser et diversifier son économie. Ils permettront également le déploiement des technologies vertes et des énergies renouvelables dans une perspective de décarbonisation de l'économie.

Adéquatement accompagné dans cette transition, le secteur forestier pourra consolider son secteur du sciage et de la transformation par la production de biocombustibles (gaz naturel renouvelable ou biodiesel). Imaginez l'impact qu'aurait une telle mesure si les camions et équipements de ce secteur étaient alimentés avec un carburant vert produit localement! Les technologies permettant une telle transformation sont aujourd'hui disponibles et commencent à être déployées chez certains de nos partenaires commerciaux. Avec son marché du carbone, le Québec ne peut passer à côté d'une telle occasion.

Le secteur minier n'est pas en reste, car pour produire les batteries et autres équipements nécessaires

au succès de l'électrification des transports, le Québec aura besoin de métaux, de terres rares et de graphite. Notre sous-sol en contient de grandes quantités et c'est tant mieux. Afin de minimiser la quantité de carbone produit par leur extraction et leur valorisation, il sera essentiel de s'assurer que les infrastructures minières et de transformation aient accès à de l'énergie renouvelable ou faible en émissions de GES. Des innovations dans les modèles d'affaires permettraient de remplacer les génératrices diesel des communautés isolées en même temps que celles d'installations minières. Osons! La fermeture des centrales nucléaires Vermont Yankee et Pilgrim (MA) ainsi que la réfection de celles de l'Ontario offrent au Québec des marchés de prédilection pour valoriser à court, moyen et long terme l'énergie et la puissance électrique qu'il a de disponibles. Un récent article du Boston Globe souligne l'avantage structurant d'une entente avec le Québec: donner accès à la production des centrales hydroélectriques avec réservoir et aux parcs éoliens du Québec

tout en facilitant l'intégration des sources locales d'énergie verte et en réduisant les coûts aux consommateurs. Tout le monde y gagne! Le Québec pourrait, d'ici 2030, réduire de 30% sa dépendance aux produits pétroliers importés en augmentant de 8% l'apport des énergies renouvelables. L'atteinte des cibles dépendra directement de la réglementation adoptée, de la place qui sera faite aux énergies renouvelables dans la nouvelle politique, de l'ampleur des ambitions en substitution énergétique et des incitatifs ou des programmes mis en place pour y parvenir. La réalisation d'un tel plan permettrait, dans le seul secteur des énergies renouvelables, la réalisation d'investissements de 30 milliards de dollars par les secteurs privés et publics sur 15 ans de même que la création de dizaines de milliers d'emplois dans toutes les régions du Québec. Il placerait également les municipalités au cœur de l'atteinte des cibles par des projets d'électrification des transports, d'aménagements urbains et de valorisation des matières résiduelles.

Grâce à ses ressources et à ses sources d'énergie renouvelable diversifiées, le Québec est bien

outillé pour se positionner comme un leader dans la lutte contre les changements climatiques. Avec la venue de la nouvelle politique énergétique, tout peut être mis en place pour transformer et moderniser son économie pour la rendre plus prospère, plus durable.

Jean-François Samray, PDG
Association québécoise de la production d'énergie renouvelable (AQPER)

Josée Méthot, PDG
Association minière du Québec (AMQ)

André Tremblay, PDG
Conseil de l'industrie forestière du Québec (CIFQ)

Richard Lehoux, président
Fédération québécoise des municipalités (FQM)

Marc Gilbert, président
Association des producteurs de copeaux du Québec (APCQ)

Caroline St-Hilaire
Maire de Longueuil

Daniel Côté
Maire de Gaspé

Frédéric Côté, président
Chambre de commerce de Gaspé
Michel Trépanier, président
Conseil provincial du Québec des métiers de la construction (International)